

R A P P O R T N° 101

-----

Distinction entre travailleur salarié et travailleur indépendant – Évaluation de la loi sur la nature des relations de travail – Suivi de l’avis n° 1.970

-----

22 novembre 2016

2.767/1

## **R A P P O R T N ° 1 0 1**

---

Objet : Distinction entre travailleur salarié et travailleur indépendant – Évaluation de la loi sur la nature des relations de travail – Suivi de l'avis n° 1.970

---

Le Conseil national du Travail a émis, le 26 janvier 2016, l'avis n° 1.970 sur l'évaluation de la loi sur la nature des relations de travail.

Vu le délai qui lui était imparti, le Conseil a choisi, dans le cadre de sa première appréciation de l'efficacité de la loi sur la nature des relations de travail, de traiter trois thèmes dans l'avis n° 1.970. Il a examiné le fonctionnement de la Commission administrative de règlement de la relation de travail, le fonctionnement de la procédure simplifiée pour la fixation de critères spécifiques et le fonctionnement de la loi sur la nature des relations de travail dans le cadre de la fraude transfrontalière (dumping social).

Dans son avis n° 1.970, le Conseil a jugé qu'en raison de l'introduction d'une approche sectorielle par la loi du 25 août 2012, l'évaluation de la loi sur la nature des relations de travail doit se concentrer, en ce qui concerne les critères, sur les régimes adoptés au niveau sectoriel.

Le Conseil a constaté qu'il ne disposait pas d'informations suffisantes pour réaliser cette appréciation des régimes sectoriels. Dans l'avis n° 1.970, il a dès lors demandé au service public compétent de soumettre un certain nombre de questions aux commissions paritaires. Une fois ces réponses reçues, le Conseil entendait poursuivre son examen de l'efficacité des critères pour l'appréciation de la distinction entre travailleur salarié et travailleur indépendant dans la loi sur la nature des relations de travail.

Le présent rapport s'inscrit dès lors dans le cadre de ces travaux. Le Conseil se penche en détail sur les réponses des commissions paritaires ayant trait à la loi sur la nature des relations de travail et souhaite, dans ce cadre, attirer l'attention sur un certain nombre de préoccupations exprimées par les commissions paritaires.

L'examen de ce dossier a été confié à la Commission des relations individuelles du travail et de la sécurité sociale.

Sur rapport de cette commission, le Conseil a émis, le 22 novembre 2016, le rapport suivant.

x                      x                      x

## **RAPPORT DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL**

---

### **I. HISTORIQUE ET DÉMARCHE DU CONSEIL**

Le Conseil national du Travail a émis, le 26 janvier 2016, l'avis n° 1.970 sur l'évaluation de la loi sur la nature des relations de travail.

L'article 342 du Titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 sur la nature des relations de travail (ci-après : loi sur la nature des relations de travail) prévoit que ce titre doit faire l'objet d'une évaluation par le Conseil national du Travail et le Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises deux ans après son entrée en vigueur.

Vu le délai imparti, le Conseil a choisi, dans le cadre de sa première appréciation de l'efficacité de la loi sur la nature des relations de travail, de traiter trois thèmes dans l'avis n° 1.970. Il a examiné le fonctionnement de la Commission administrative de règlement de la relation de travail, le fonctionnement de la procédure simplifiée pour la fixation de critères spécifiques et le fonctionnement de la loi sur la nature des relations de travail dans le cadre de la fraude transfrontalière (dumping social).

Dans le cadre de cette évaluation, le Conseil s'est dès lors penché plus avant sur les critères qui figurent dans la loi sur la nature des relations de travail ou dans les arrêtés royaux pris en exécution de cette loi.

En ce qui concerne l'appréciation des quatre critères généraux qui s'appliquent à toutes les relations de travail, un examen a été consacré à leur application dans les décisions de la Commission administrative, qui sont reprises in extenso dans les rapports annuels de celle-ci. Par ailleurs, un aperçu thématique de la jurisprudence a été réalisé pour la période 2007-2014. Il a également été procédé à une analyse des critères spécifiques qui ont été élaborés pour l'application de la présomption réfragable par un certain nombre de (sous-)secteurs et qui ont été repris dans une série d'arrêtés royaux d'exécution de la loi sur la nature des relations de travail.

Dans son avis n° 1.970, le Conseil a jugé qu'en raison de l'introduction d'une approche sectorielle par la loi du 25 août 2012<sup>1</sup>, l'évaluation de la loi sur la nature des relations de travail doit se concentrer, en ce qui concerne les critères, sur les régimes adoptés au niveau sectoriel.

Dans ses précédents travaux<sup>2</sup>, le Conseil a toujours souligné l'importance d'une approche sectorielle pour lutter plus efficacement contre la problématique de la fausse indépendance et du faux salariat. Les secteurs sont en effet les mieux informés de la réalité du terrain et sont par conséquent les mieux placés pour élaborer des critères spécifiques propres au secteur concerné ou aux activités ou professions exercées dans le secteur.

---

<sup>1</sup> Loi du 25 août 2012 modifiant le Titre XIII de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006, en ce qui concerne la nature des relations de travail.

<sup>2</sup> Avis n° 1.805 du 27 juin 2012, avis n° 1.821 du 30 octobre 2012 et recommandation n° 23 du 30 octobre 2012.

Le Conseil a constaté qu'il ne disposait pas d'informations suffisantes pour réaliser cette appréciation des régimes sectoriels, c'est pourquoi il a jugé opportun d'interroger les secteurs par l'intermédiaire du SPF ETCS. Dans l'avis n° 1.970, il a demandé de soumettre aux commissions paritaires concernées les questions suivantes :

1. le cadre législatif de la loi sur la nature des relations de travail est-il considéré comme adéquat ou nécessite-t-il des adaptations ? et ce, plus particulièrement, en ce qui concerne :
  - les quatre critères généraux (article 333) ;
  - la possibilité d'établir, à côté des critères généraux, des critères complémentaires spécifiques propres à une ou plusieurs professions ou à un ou plusieurs secteurs (articles 334 et 335) ;
  - les neuf critères spécifiques et une présomption réfragable pour les relations de travail dans quatre secteurs (articles 337/1, § 1<sup>er</sup> et 337/2, §§ 1<sup>er</sup> et 2) ;
2. les critères spécifiques qui ont été élaborés dans leur secteur (en application de l'article 337/1, § 2 et/ou de l'article 337/2, § 3) peuvent-ils être considérés comme adaptés et efficaces ?
3. si aucun critère spécifique n'a été élaboré dans leur secteur, quelles en sont les raisons (et le cadre législatif de la loi sur la nature des relations de travail est-il dès lors considéré comme adéquat, voir la question 1) ?
4. la loi sur la nature des relations de travail est-elle utilisée, dans leur secteur, dans le cadre de la lutte contre les mécanismes de fraude transfrontalière et quels sont les autres instruments qui, selon eux, pourraient y contribuer ?

Le 19 août 2016, la Direction générale Relations collectives de travail du SPF ETCS a transmis au Conseil un aperçu des réponses des commissions paritaires. Cet aperçu est à jour au 17 août 2016 et est annexé au présent rapport.

Au cours de ses travaux, le Conseil a pu bénéficier de la collaboration précieuse de la Direction générale Relations collectives de travail du SPF ETCS ainsi que des commissions paritaires, et tient à les en remercier.

## II. ÉVALUATION DES CRITÈRES DE LA LOI SUR LA NATURE DES RELATIONS DE TRAVAIL

### A. Approche sectorielle

Le Conseil a constaté qu'avec les modifications apportées à la loi sur la nature des relations de travail par la loi du 25 août 2012, le législateur a opté pour une approche sectorielle. Celle-ci permet aux secteurs d'élaborer une approche sur mesure.

Une présomption réfragable de l'existence ou de l'absence d'un lien de subordination s'applique pour un certain nombre de secteurs ou d'activités qui, selon la loi sur la nature des relations de travail, présentent un risque de fausse indépendance ou de faux salariat (article 337/1, § 1<sup>er</sup>). Cette présomption peut être élargie à d'autres secteurs ou activités par arrêté royal (article 337/1, § 2). À cet effet, il faut respecter une procédure d'avis légale.

Une relation de travail est présumée jusqu'à preuve du contraire être exécutée dans les liens d'un contrat de travail lorsque plus de la moitié des neuf critères mentionnés à l'article 337/2, § 1<sup>er</sup> sont remplis. Lorsqu'il apparaît que plus de la moitié de ces critères ne sont pas remplis, la relation de travail est alors présumée de manière réfragable être un contrat d'indépendant (article 337/2, § 2). Toutefois, les critères légaux de la présomption peuvent être complétés ou remplacés par arrêté royal, suivant une procédure d'avis légale, par des critères spécifiques propres à un ou plusieurs secteurs, à une ou plusieurs professions, à une ou plusieurs catégories de professions ou à une ou plusieurs activités professionnelles (article 337/2, § 3).

Les commissions paritaires qui, selon la loi sur la nature des relations de travail, ne sont pas considérées comme présentant un risque particulier de fausse indépendance ou de faux salariat, peuvent, si elles le jugent opportun, fixer des critères spécifiques en vue de compléter les critères généraux définis dans la loi (articles 334 et 335), selon les mêmes modalités que pour les secteurs à risque. Il s'agit de critères spécifiques propres à un ou plusieurs secteurs, à une ou plusieurs professions, à une ou plusieurs catégories de professions ou à une ou plusieurs activités professionnelles.

Vu cette approche sectorielle, le Conseil est d'avis qu'une évaluation de la loi sur la nature des relations de travail doit se concentrer, en ce qui concerne les critères, sur les régimes adoptés au niveau sectoriel. Une évaluation de ces régimes sectoriels implique d'interroger les secteurs sur le cadre légal existant, la loi sur la nature des relations de travail.

## B. Réponses des commissions paritaires

Par l'intermédiaire de la Direction générale Relations collectives de travail du SPF ETCS, le Conseil a pris connaissance d'une trentaine de réponses des (sous-)commissions paritaires.

Dans ce cadre, il constate en premier lieu que la réaction des secteurs diffère selon l'importance du phénomène de la fausse indépendance ou du faux salariat dans le secteur en question.

Les secteurs qui ne sont pas confrontés à la problématique de la fausse indépendance ou du faux salariat n'ont dès lors pas de remarques sur le cadre légal existant.

Les secteurs qui sont bel et bien confrontés à la problématique de la fausse indépendance ou du faux salariat et pour lesquels des critères spécifiques ont été définis dans un arrêté royal pour l'application de la présomption réfragable sont en général satisfaits des critères spécifiques qui ont été fixés, ainsi que de la législation.

Dans le cadre de cette demande de renseignements, un certain nombre de commissions paritaires expriment toutefois quelques préoccupations concrètes. Le Conseil les aborde plus en détail ci-après.

- Tout d'abord, le Conseil constate que, bien que la commission paritaire pour les employés du commerce international, du transport et de la logistique (CP 226) soit demandeuse de la fixation de critères spécifiques pour l'application de la présomption réfragable dans un arrêté royal (en application de l'article 337/1, § 2 et/ou de l'article 337/2, § 3), aucune suite n'a été donnée à cette demande. Cette commission paritaire se demande dès lors quelle en est la raison. Elle réitère sa demande de reprendre ces critères spécifiques dans un arrêté royal.
- Parallèlement, le Conseil constate que la commission paritaire pour le secteur flamand de l'aide sociale et des soins de santé (CP 331) est également demandeuse de la fixation de critères spécifiques pour l'application de la présomption réfragable dans un arrêté royal. Aucune suite n'a non plus été donnée à cette demande. La commission paritaire se demande dès lors quelle en est la raison et réitère sa demande de reprendre ces critères spécifiques dans un arrêté royal. Cependant, vu l'élargissement assez récent du ressort de la CP n° 331 au sous-secteur de l'accueil d'enfants (indépendant), et vu la spécificité de l'accueil d'enfants, les partenaires sociaux souhaitent que le Conseil soit informé qu'une nouvelle initiative sera prise par la CP n° 331.

- Par ailleurs, le Conseil remarque que la commission paritaire pour le nettoyage (CP 121) qui, selon la loi sur la nature des relations de travail, est considérée comme présentant un risque particulier de fausse indépendance ou de faux salariat, préfère l'introduction d'une présomption réfragable de l'existence d'un contrat de travail dans la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et dans l'arrêté ONSS plutôt que l'élaboration de critères spécifiques propres pour l'application de la présomption réfragable dans le cadre de la loi sur la nature des relations de travail.
  
- Le Conseil constate ensuite qu'un certain nombre de commissions paritaires<sup>3</sup>, pour lesquelles des critères spécifiques ont été fixés dans un arrêté royal, proposent d'évaluer ces critères conjointement avec les services d'inspection compétents, afin que des contrôles effectifs aient lieu sur le terrain. Elles ont en effet été informées par les services d'inspection que la vérification de l'existence des critères généraux et spécifiques est perçue comme une charge trop lourde. Le manque de contrôle sur le terrain représente également une importante préoccupation dans la lutte contre les faux indépendants étrangers.
  
- En ce qui concerne la problématique de la concurrence déloyale résultant du dumping social, le Conseil renvoie à la demande de la sous-commission paritaire des compagnies aériennes (CP 315.02) d'appliquer les dispositions impératives du droit du travail belge au personnel navigant qui est occupé en Belgique par des compagnies étrangères opérant depuis la Belgique. Dans ce cadre, il est fait référence à l'arrêt Koelzsch de la Cour de justice<sup>4</sup>, dans lequel la notion de lieu où le travailleur « accomplit habituellement son travail » est définie comme le lieu « où, ou à partir duquel, [...] le travailleur s'acquitte de l'essentiel de ses obligations à l'égard de son employeur », dans l'hypothèse où le travailleur exerce ses activités dans plus d'un État contractant. À cet égard, le Conseil constate que, dans son arrêt du 18 mars 2016<sup>5</sup>, la Cour du travail de Mons a posé à la Cour de justice une question préjudicielle concernant l'interprétation de la notion de « lieu où le travailleur accomplit habituellement son travail » dans le secteur de la navigation aérienne.

---

<sup>3</sup> La commission paritaire de l'industrie alimentaire (CP 118), la commission paritaire de la construction (CP 124), la sous-commission paritaire des électriciens (SCP 149.01) et la commission paritaire pour les services de gardiennage et/ou de surveillance (CP 317).

<sup>4</sup> C.J., 15 mars 2011, n° C-29/10, Koelzsch ; voir également C.J., 15 décembre 2011, n° C-384/10, Voogsgeerd.

<sup>5</sup> Cour trav. Mons, 18 mars 2016, n° 2013/AM/441.



Dans ce cadre, le Conseil rappelle son avis n° 1.982 du 4 mai 2016 concernant la transposition de la directive d'exécution (2014/67/UE) ainsi que le texte proposé par le secteur du transport, qui figure en annexe dudit avis. Au point 15 du plan pour une concurrence loyale du secteur du transport signé le 3 février 2016, il est mentionné qu'en ce qui concerne la transposition de la directive d'exécution (2014/67/UE) en droit belge, « il sera examiné comment l'arrêt Koelzsch peut être transposé en droit belge et comment faire usage du principe selon lequel le contrat de travail est régi par le droit du pays où ou à partir duquel le travailleur, dans l'exécution du contrat, accomplit habituellement son travail ». Dans son avis n° 1.982, le Conseil demande que, sur la base d'un accord intervenu au sein du secteur du transport, le texte figurant en annexe dudit avis soit repris dans la réglementation belge.

Dans le cadre de ses travaux, le Conseil a appris qu'une initiative législative concernant la doctrine de l'arrêt Koelzsch est en préparation. Il demande à être tenu informé de la situation.

En ce qui concerne le fonctionnement de la loi sur la nature des relations de travail dans le cadre du dumping social transfrontalier, le Conseil renvoie à son avis n° 1.970 du 26 janvier 2016. Il y a examiné les possibilités de lutte contre le dumping social transfrontalier au sein du cadre réglementaire actuel et a indiqué que la loi sur la nature des relations de travail peut également apporter une contribution dans le cadre de cette problématique.

### **III. CONSIDÉRATION FINALE**

À la lumière de cette évaluation, le Conseil demande qu'en vue d'une approche plus efficace de la problématique des faux indépendants, il soit tenu compte des préoccupations précitées des commissions paritaires, étant donné que les secteurs sont les mieux informés de la réalité du terrain.

Il demande à pouvoir être tenu informé des démarches qui seront entreprises pour rencontrer ces préoccupations et des initiatives réglementaires éventuelles qui seraient prises dans ce cadre.

Le Conseil se réserve la possibilité de réactiver les travaux en fonction du suivi qui sera réservé à ce rapport. Il rappelle le rôle de coordination qu'il souhaite remplir dans cette problématique, comme indiqué dans la recommandation n° 23 du 30 octobre 2012 adressée aux commissions paritaires. Il souhaitait en effet que les commissions paritaires le tiennent informé des résultats de leurs délibérations, afin de préserver une cohérence dans le cadre de l'approche sectorielle.

-----

**ANNEXE**

## Overzicht FOD WASO - Evaluatie van de arbeidsrelatieswet – Bevraging van de paritaire comités.

Stand van zaken op 17/08/2016

<u>P(S)C</u>	<u>Antwoord op de vragen gesteld door de NAR</u>
102.06	Geen relevantie voor de sector. De sector is goed georganiseerd m.b.t. tewerkstelling van grensarbeiders.
105	De leden van het paritair comité voor de non-ferrometalen (PC 105) hebben in plenaire vergadering van 20.06.2016 kennis genomen van de nota COA/RCT/AD/27/MW/2016-3327 betreffende de evaluatie van de arbeidsrelatiewet en de bevraging van de paritaire comités. De leden merken op dat het huidige wetgevend kader voldoende is. In de sector werden er geen specifieke criteria uitgewerkt omdat er geen vraag naar of behoefte aan was. In de sector is de `normale' arbeidsrelatie een arbeidsovereenkomst, de relatie in de vorm van een aannemingsovereenkomst is de uitzondering.
106.03	<u>Betreft: nota COA/RCT/AD/27/MW/2016-3327 - Evaluatie van de arbeidsrelatiewet – bevraging van de paritaire comités.</u> Het antwoord van de sector luidt dat er geen specifieke problemen ter zake zijn in de sector.
109	Het paritair comité nr. 109 en 215 heeft in vergadering van 28/6 deze evaluatie doorgevoerd mbt tot de kleding en confectie en stelt dat er geen specifieke criteria in de sector werden vastgesteld en dat er actueel geen problemen zijn in de sector hieromtrent. De leden van het PC stellen wel waakzaam te zijn en te reageren als er zich problemen zouden voordoen.
110	<u>Betreft: nota COA/RCT/AD/27/MW/2016-3327 - Evaluatie van de arbeidsrelatiewet – bevraging van de paritaire comités.</u> Zoals in deze nota wordt gesteld omvat de wet onder meer : - De vaststelling van algemene criteria en de mogelijkheid om specifieke criteria uit te werken die van toepassing zijn op een sector of op één of meerdere beroepen of categorieën van beroepen.  Het paritair comité nr. 110 heeft in vergadering van 26 april 2016 deze evaluatie doorgevoerd mbt tot de textielverzorgingssector en stelt dat er geen specifieke criteria in de sector werden vastgesteld en dat ook de toepassing van de algemene criteria niet geëvalueerd kunnen worden gelet op het feit dat de sociale partners geen kennis hebben van schijnzelfstandigheid/schijnwerknemerschap in de sector.
113.04	De leden van het paritair comité voor de pannbakkerijen (Psc 113.04) hebben in plenaire vergadering van 29ft.06.2016 kennis genomen van de nota COA/RCT/AD/27/MW/2016-3327 betreffende de evaluatie van de arbeidsrelatiewet en de bevraging van de paritaire comités. De leden merken op dat het huidige wetgevend kader voldoende is. In de sector werden er geen specifieke criteria uitgewerkt omdat er geen vraag naar of behoefte aan was.

118	<p>« La commission paritaire 118 de l'Industrie alimentaire a pris connaissance de la demande du CNT concernant l'évaluation de la loi sur la nature des relations de travail (Titre XIII. Nature des relations de travail de la loi-programme (I) du 27 décembre 2006 tel qu'il a été modifié par la loi du 25 août 2012).</p> <p>Les partenaires sociaux de l'Industrie alimentaire souhaitent tout d'abord souligner que cette législation leur paraît plus particulièrement viser les activités du sous-secteur de la viande (abattoirs, ateliers de découpe et entreprises de transformation de la viande) lequel fait, au passage, déjà l'objet d'une attention particulière de la commission paritaire. En effet, à l'initiative de la CP 118, une convention de partenariat a été conclue avec les inspections sociales et l'AFSCA. Un cadre juridique a également été défini en matière de responsabilité solidaire en cas de dettes sociales/fiscales ainsi que pour l'enregistrement des présences.</p> <p>En réponse au CNT, les partenaires confirment n'avoir pas fait usage de la possibilité offerte par la loi sur la nature des relations de travail de fixer des critères spécifiques pour les activités de la viande.</p> <p>Ce choix résulte du constat posé unanimement (sur base de la réalité de terrain et après consultation de divers experts, tels que les représentants des services d'inspection signataires de la convention de partenariat) qu'il n'existe pas actuellement de critère particulier susceptible d'apporter une plus-value dans un cadre tel que celui posé par la législation précitée.</p> <p>Malgré des efforts du secteur pour lutter contre la fraude sociale, le recours aux faux indépendants reste difficile à combattre. Les services d'inspection communiquent qu'il est très compliqué de démontrer le recours à des faux indépendants sur base des critères généraux. Des critères spécifiques rendraient cette tâche encore plus ardue. Nous demandons dès lors aussi une évaluation des critères généraux en collaboration avec les services d'inspection concernés ».</p>
119	Er zijn geen opmerkingen te formuleren
120	<p><u>Betref: nota COA/RCT/AD/27/MW/2016-3327 - Evaluatie van de arbeidsrelatiewet – bevraging van de paritaire comités.</u></p> <p>Zoals in deze nota wordt gesteld omvat de wet onder meer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De vaststelling van algemene criteria en de mogelijkheid om specifieke criteria uit te werken die van toepassing zijn op een sector of op één of meerdere beroepen of categorieën van beroepen.</li> </ul> <p>Het paritair comité nr. 120 en 214 heeft in vergadering van 25 april 2016 en 23 mei 2016 deze evaluatie doorgevoerd mbt tot de textielsector en stelt dat er geen specifieke criteria in de sector werden vastgesteld en dat ook de toepassing van de algemene criteria niet geëvalueerd kunnen worden gelet op het feit dat de sociale partners geen kennis hebben van schijnzelfstandigheid/schijnwerknemerschap in de sector.</p>
121	<p>Monsieur le Directeur général,</p> <p>Votre note (COA/RCT/AD/27/MW/2016-3327) a été portée à la connaissance des porteparoles de la CP 121 dès sa réception le 19 avril dernier et a fait l'objet d'une inscription à l'ordre du jour des travaux de la réunion plénière de la CP 121 ce mardi 11 mai 2016.</p> <p>A cette occasion et pour toute réponse aux questions posées par le Conseil National du Travail, les partenaires sociaux me prient de rappeler la position qu'ils avaient unanimement adoptée le 14 mai 2013 et qui reste, de leur point de vue, de stricte actualité.</p> <p>Vous trouverez donc à ce propos ci-attachés les courriers transmis le 29 mai 2013 à Madame Monica De Coninck, Ministre de l'Emploi, et à Monsieur John Crombez, Secrétaire d'Etat à la lutte contre la fraude sociale et fiscale. Les partenaires sociaux de la CP 121 restent à ce jour en attente de connaître quelle(s) suite(s) y auraient été réservée(s)... ?</p>

124	<p>Na bespreking en beraadslaging verdagen de leden hun verdere werkzaamheden hieromtrent in afwachting van een bespreking met de verantwoordelijken van de AD Toezicht op de Sociale wetten en/of SIOD om na te gaan wat de ervaring op het terrein is. Zij hebben de indruk en dit aan de hand van bepaalde opgevangen signalen dat er weinig of niets gebeurt aangezien men de sectorale geldende criteria als te zwaar beschouwd.</p> <p>De leden van het paritair comité zijn dan ook vragende partij om met de bevoegde inspectiedienst en/of SIOD na te gaan op welke manier de bestaande criteria al of niet dienen aangepast te worden waardoor op het terrein een daadwerkelijke controle kan plaatsvinden.</p>
127.00 127.02	<p><i>Vraag 1. Is het wetgevend kader van de Arbeidsrelatiewet afdoende of vereist dit aanpassingen?</i>  “De sociale partners van PC 127 hebben noch positieve noch negatieve kritiek op het huidig wetgevend kader van de Arbeidsrelatiewet”</p> <p><i>Vraag 2. Kunnen de specifieke criteria die in de sector werden uitgewerkt als aangepast en efficiënt beoordeeld worden?</i>  Niet van toepassing in de sector 127 en subsector 127.02: dus bijgevolg ook niet te beoordelen.</p> <p><i>Vraag 3 Indien geen specifieke criteria in de sector werden uitgewerkt, wat waren hiervoor dan de redenen?</i>  Men voelde niet direct de nood aan wettelijk bekrachtigde en specifieke criteria of vermoedens voor de sector “Handel in Brandstoffen”.</p> <p><i>Vraag 4 Wordt de Arbeidsrelatiewet in de sector ingezet in het kader van het bestrijden van grensoverschrijdende fraudemechanismen ? Welke andere instrumenten zouden hier naar het oordeel van het PC kunnen toe bijdragen?</i>  De Arbeidsrelatiewet wordt door de sociale partners niet beschouwd, en dus evenmin gebruikt, als een instrument dat nuttig kan gebruikt worden in de strijd tegen (grensoverschrijdende) sociale fraudemechanismen.  Er werden geen suggesties naar eventueel andere instrumenten geformuleerd.</p>
129	Geen relevantie voor de sector
136	Geen relevantie voor de sector
139	<p><i>Vraag 1. Is het wetgevend kader van de Arbeidsrelatiewet afdoende of vereist dit aanpassingen?</i>  “Eigenlijk is het huidige wetgevende kader van de Arbeidsrelatiewet onvoldoende om schijnzelfstandigen in de sector van de binnenscheepvaart tegen te gaan. En zowel werknemers alsook werkgevers zijn hier het slachtoffer van misbruiken die dus ook in de binnenscheepvaart wel degelijk voorkomen. Indien de Arbeidsrelatiewet zou hervormd worden, dan zou dit zeer grondig moeten gebeuren en eerder via een fundamenteel nieuwe wetgevende systematiek, dan door bijkomende aanpassingen en aanvullingen op de huidige wetteksten van de Arbeidsrelatiewet.”  “Maar zelfs als een nieuwe arbeidsrelatiewet er zou komen, verwachten de sociale partners van het PC 139 daar geen meerwaarde van voor hun specifieke sector. Er is immers geen handhavingsbeleid: geen TSW-controles op binnenschepen binnen de territoriale wateren, en uiteraard al zeker niet op Belgische binnenschepen die buiten het Belgisch grondgebied varen...”</p>

	<p><i>Vraag 2. Kunnen de specifieke criteria die in de sector werden uitgewerkt als aangepast en efficiënt beoordeeld worden?</i> Niet van toepassing in de binnenscheepvaartsector: dus bijgevolg ook niet te beoordelen.</p> <p><i>Vraag 3 Indien geen specifieke criteria in de sector werden uitgewerkt, wat waren hiervoor dan de redenen?</i> Zie het 2<sup>de</sup> onderdeel van hun antwoord op vraag 1: bij gebreke aan handhavingsbeleid heeft het niet veel zin om specifieke en wettelijk vastgelegde criteria voor binnenscheepvaart aan de wetgever te vragen.</p> <p><i>Vraag 4 Wordt de Arbeidsrelatiewet in de sector ingezet in het kader van het bestrijden van grensoverschrijdende fraudemechanismen? Welke andere instrumenten zouden hier naar het oordeel van het PC kunnen toe bijdragen?</i> De Arbeidsrelatiewet wordt door de sociale partners niet beschouwd, en dus evenmin gebruikt, als een instrument dat nuttig kan gebruikt worden in de strijd tegen nochtans in de sector binnenscheepvaart wel degelijk voorkomende (grensoverschrijdende) sociale fraudemechanismen.</p>
<p>140.01 140.02 140.03 140.05</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE AUTOBUSSEN EN AUTOCARS</li> </ul> <p>De sociale partners van deze sector stellen vast dat de sectorspecifieke criteria die zij aangemeld hebben bij de toenmalige Minister van Werk integraal werden overgenomen in het desbetreffend KB dd. 29 oktober 2013.</p> <p>De sociale partners stellen wel vast dat het fenomeen van de schijnzelfstandigen in hun sector onbestaande is : in de realiteit is de sector van de autobussen en de autocars geen risicosector.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE TAXI'S</li> </ul> <p>De sociale partners van deze sector stellen vast dat de sectorspecifieke criteria die zij aangemeld hebben bij de toenmalige Minister van Werk integraal werden overgenomen in het desbetreffend KB dd. 29 oktober 2013.</p> <p>Evenwel benadrukken de sociale partners van deze sector dat de merite van de Arbeidsrelatiewet inzake het bestrijden van schijnzelfstandigheid compleet wordt weggeblazen door de recente initiatieven op wetgevend vlak inzake het faciliteren van de deeleconomie.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET WEGVERVOER EN DE LOGISTIEK VOOR REKENING VAN DERDEN</li> </ul> <p>De sociale partners van deze sector stellen vast dat de sectorspecifieke criteria die zij aangemeld hebben bij de toenmalige Minister van Werk niet integraal werden overgenomen in het desbetreffend KB dd. 29 oktober 2013.</p> <p>Verder kon in dit PsC onder de zetelende organisaties geen eensgezind standpunt genoteerd worden op de vraagstelling vanwege de NAR.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE VERHUIZING</li> </ul> <p>De sociale partners van deze sector opteerden voor het aanhouden van de 9 specifieke criteria bepaald in de Arbeidsrelatiewet voor de activiteiten van onroerende werken, bewaking, schoonmaak en transport , zonder één of meerdere van deze 9 criteria te vervangen.</p>

	<p>Op vraag 4 in de vraagstelling vanwege de NAR geven de sociale partners van deze sector nog volgende elementen mee :</p> <p>De arbeidsrelatiewet wordt onvoldoende ingezet bij grensoverschrijdende fraudemechanismen, want er is te weinig controle.</p> <p>Controle is ook moeilijk omdat de buitenlandse bedrijven die hier verhuizingen komen uitvoeren met voertuigen die de naam van het bedrijf waarvoor ze werken niet vermelden. Het is ook onmogelijk om de eigenaar van deze voertuigen op te sporen via de nummerplaat. Een verhuis duurt ook maar enkele uren, zodat het moeilijk is om te weten op welk ogenblik er ergens een verhuis plaatsvindt.</p> <p>Buitenlandse bedrijven die willen frauderen vragen immers geen A1 aan en doen evenmin voorafgaandelijk een DIMONA aangifte. Indien zulke bedrijven gepakt worden zou er veel harder moeten worden opgetreden, zowel tegen de opdrachtgever als tegen de uitvoerders van de verhuis. Bv. inbeslagname van de voertuigen, ter plaats betalen van de boetes, identificatiegegevens van de uitvoerders opslaan in een databank, ....</p> <p>Andere instrumenten die mogelijk zijn : een betere identificatie van verhuizers (zelfstandigen of personeel) door een veralgemening van de verhuizerskaart, de erkenning van het beroep van verhuizer en van verhuisliftoperator, ...</p>
144	<p>Wat de vragen van de Nationale Arbeidsraad betreft, geven het Paritair Comité voor het Tuinbouwbedrijf en het Paritair Comité voor de landbouw de onderstaande antwoorden :</p> <p>1. Is het wetgevend kader afdoende ?</p> <p>De sociale partners van het Paritair Comité voor het Tuinbouwbedrijf en voor de Landbouw zijn van oordeel dat de wettelijk voorziene mogelijkheid om naast de vier algemene criteria ook voor bepaalde sectoren aanvullende specifieke criteria te voorzien, in een voldoende mate toelaat om rekening te houden met de specifieke situatie in de bedoelde sectoren . De criteria kunnen dermate bepaald worden dat een aangepaste beoordeling per sector mogelijk is . Het wetgevend kader wordt dan ook als voldoende afdoend beschouwd .</p> <p>2. De criteria die voorzien zijn voor de land – en tuinbouw</p> <p>De sociale partners van het Paritair Comité voor het Tuinbouwbedrijf en voor de Landbouw zijn van oordeel dat specifieke criteria die zij zelf opgesteld hebben voor de sectoren land- en tuinbouw aan de sector aangepast zijn en als efficiënt kunnen beschouwd worden . De criteria zijn ook in die zin opgesteld dat ze rekening houden met de bijzondere karakteristieken van de land – en tuinbouwsector .</p> <p>3 . Wat, indien er geen specifieke criteria werden voorzien?</p> <p>In de land – en tuinbouw zijn er specifieke criteria voorzien . Deze vraag is dan ook niet van toepassing.</p> <p>4. Grensoverschrijdende fraudemechanismen</p> <p>De sociale partners van het partners van het Paritair Comité voor het Tuinbouwbedrijf en de Landbouw zijn van mening dat de specifieke criteria die voor de groene sectoren zijn uitgewerkt een belangrijke rol spelen in de strijd tegen de schijnzelfstandigheid zowel in België als in de grensoverschrijdende gevallen van schijnzelfstandigheid . Ze zijn evenwel van oordeel dat de Limosa-meldingen ook bijkomend in een ruimere mate zouden moeten bestudeerd worden om fraudemechanismen op te sporen .</p>
145	<p>Wat de vragen van de Nationale Arbeidsraad betreft, geven het Paritair Comité voor het Tuinbouwbedrijf en het Paritair Comité voor de landbouw de onderstaande antwoorden :</p>



	<p>1. Is het wetgevend kader afdoende ? De sociale partners van het Paritair Comité voor het Tuinbouwbedrijf en voor de Landbouw zijn van oordeel dat de wettelijk voorziene mogelijkheid om naast de vier algemene criteria ook voor bepaalde sectoren aanvullende specifieke criteria te voorzien, in een voldoende mate toelaat om rekening te houden met de specifieke situatie in de bedoelde sectoren . De criteria kunnen dermate bepaald worden dat een aangepaste beoordeling per sector mogelijk is . Het wetgevend kader wordt dan ook als voldoende afdoend beschouwd .</p> <p>2. De criteria die voorzien zijn voor de land – en tuinbouw De sociale partners van het Paritair Comité voor het Tuinbouwbedrijf en voor de Landbouw zijn van oordeel dat specifieke criteria die zij zelf opgesteld hebben voor de sectoren land- en tuinbouw aan de sector aangepast zijn en als efficiënt kunnen beschouwd worden . De criteria zijn ook in die zin opgesteld dat ze rekening houden met de bijzondere karakteristieken van de land – en tuinbouwsector .</p> <p>3. Wat, indien er geen specifieke criteria werden voorzien? In de land – en tuinbouw zijn er specifieke criteria voorzien . Deze vraag is dan ook niet van toepassing.</p> <p>4. Grensoverschrijdende fraudemechanismen De sociale partners van het partners van het Paritair Comité voor het Tuinbouwbedrijf en de Landbouw zijn van mening dat de specifieke criteria die voor de groene sectoren zijn uitgewerkt een belangrijke rol spelen in de strijd tegen de schijnzelfstandigheid zowel in België als in de grensoverschrijdende gevallen van schijnzelfstandigheid . Ze zij evenwel van oordeel dat de Limosa-meldingen ook bijkomend in een ruimere mate zouden moeten bestudeerd worden om fraudemechanismen op te sporen .</p>
149.01	Lors de la dernière séance de la SCP (le secteur des électriciens (SCP 149/01) de l'activité sectorielle liée à la construction concernée) le 22 juin 2016, à l'unanimité les membres ont souhaité se rallier à la position de la CP 124 des ouvriers de la construction concernant l'évaluation de la loi sur la nature de la relation de travail.
214	<p><u>Betreft: nota COA/RCT/AD/27/MW/2016-3327 - Evaluatie van de arbeidsrelatiewet – bevraging van de paritaire comités.</u></p> <p>Zoals in deze nota wordt gesteld omvat de wet onder meer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De vaststelling van algemene criteria en de mogelijkheid om specifieke criteria uit te werken die van toepassing zijn op een sector of op één of meerdere beroepen of categorieën van beroepen.</li> </ul> <p>Het paritair comité nr. 120 en 214 heeft in vergadering van 25 april 2016 en 23 mei 2016 deze evaluatie doorgevoerd mbt tot de textielsector en stelt dat er geen specifieke criteria in de sector werden vastgesteld en dat ook de toepassing van de algemene criteria niet geëvalueerd kunnen worden gelet op het feit dat de sociale partners geen kennis hebben van schijnzelfstandigheid/schijnwerknemerschap in de sector.</p>
215	Het paritair comité nr. 109 en 215 heeft in vergadering van 28/6 deze evaluatie doorgevoerd mbt tot de kleding en confectie en stelt dat er geen specifieke criteria in de sector werden vastgesteld en dat er actueel geen problemen zijn in de sector hieromtrent. De leden van het PC stellen wel waakzaam te zijn en te reageren als er zich problemen zouden voordoen.
221	Geen relevantie voor de sector
222	Geen relevantie voor de sector
224	De leden van het paritair comité voor de bedienden van de non-ferrometalen (PC 224) hebben in plenaire vergadering van 21.06.2016 kennis genomen van de nota COA/RCT/AD/27/MW/2016-3327 betreffende de evaluatie van de arbeidsrelatiewet en de bevraging van de paritaire comités. De leden merken op dat het huidige wetgevend

	<p>kader voldoende is. In de sector werden er geen specifieke criteria uitgewerkt omdat er geen vraag naar of behoefte aan was. In de sector is de 'normale' arbeidsrelatie een arbeidsovereenkomst, de relatie in de vorm van een aannemingsovereenkomst is de uitzondering.</p>
226	<p>Geachte heer Directeur-Generaal,</p> <p>De sociale partners van het PC 226 hebben zich in hun zitting van 6 juni 2016 gebogen over uw nota "Evaluatie van de Arbeidsrelatiewet".</p> <p>Voorafgaandelijk stellen de sociale partners dat zij in antwoord op de brief van Minister De Coninck van 8/10/2012 binnen de 4 maanden en conform de procedure van art 335 van de arbeidsrelatiewet, een unaniem advies hebben verstrekt op 7/1/2013 tot wijziging van de specifieke criteria van de Arbeidsrelatiewet (wijziging van de criteria van artikel 337/2, §1 van de Programmawet van 27/12/2006) <sup>(*)</sup>. Hierop hebben zij echter nooit een reactie gekregen en zij vragen zich dan ook af waarom hun unaniem advies geen gevolg heeft gekregen. Zou u kunnen nagaan waarom hun advies niet gevolgd is ?</p> <p>Die feedback is van belang omdat de sociale partners naar aanleiding van de huidige bevraging door de NAR de Minister van Werk opnieuw wil verzoeken om deze criteria op te nemen in een Koninklijk Besluit (volgens de procedure in art 335 van de Arbeidsrelatiewet). Het is bovendien belangrijk voor de sociale partners dat de criteria integraal en ongewijzigd worden overgenomen.</p> <p>M.b.t. de bevraging van de NAR formuleerden de sociale partners de volgende antwoorden :</p> <p><i>Vraag 1. Is het wetgevend kader van de Arbeidsrelatiewet afdoende of vereist dit aanpassingen ?</i></p> <p>In het algemeen is het wetgevend kader van de Arbeidsrelatiewet afdoende. Indien echter de eigen lijst van criteria opgenomen was in een KB dan zou het wetgevend kader beter beantwoorden aan de noden van het PC 226.</p> <p><i>Vraag 2. Kunnen de specifieke criteria die in de sector werden uitgewerkt als aangepast en efficiënt beoordeeld worden ?</i></p> <p>De specifieke criteria (zie hiervoor) werden niet in een KB overgenomen. In die omstandigheden kan moeilijk op vraag 2 een antwoord worden geformuleerd.</p> <p><i>Vraag 3 Indien geen specifieke criteria in de sector werden uitgewerkt, wat waren hiervoor dan de redenen ?</i></p> <p>Er werden wel specifieke criteria uitgewerkt door de sector (zie bijgevoegd unaniem advies), maar deze zijn niet opgenomen in een KB. Hierover heeft het PC 226 nooit feedback gekregen.</p> <p><i>Vraag 4 Wordt de Arbeidsrelatiewet in de sector ingezet in het kader van het bestrijden van grensoverschrijdende fraudemechanismen ? Welke andere instrumenten zouden hier naar het oordeel van het PC kunnen toe bijdragen ?</i></p> <p>Het PC heeft geen informatie over gevallen van grensoverschrijdende fraudemechanismen en kan dan ook moeilijk deze vraag beantwoorden. Zij verwijst naar recente initiatieven die genomen worden op dit vlak door de Europese Commissie en die kunnen bijdragen tot het bestrijden van dit fenomeen.</p>
301	<p>Na bespreking en beraadslaging zijn de leden van oordeel dat het huidig wetgevend kader als afdoende wordt bestempeld.</p>

315.01	<p><i>Vraag 1. Is het wetgevend kader van de Arbeidsrelatiewet afdoende of vereist dit aanpassingen?</i>  "De leden van PSC 315.01 vinden het huidige wetgevend kader van de Arbeidsrelatiewet afdoende ."</p> <p><i>Vraag 2. Kunnen de specifieke criteria die in de sector werden uitgewerkt als aangepast en efficiënt beoordeeld worden?</i>  "Niet van toepassing in de sector 315.01: dus bijgevolg ook niet te beoordelen."</p> <p><i>Vraag 3 Indien geen specifieke criteria in de sector werden uitgewerkt, wat waren hiervoor dan de redenen?</i>  "Momenteel werd dit door PSC 315.01 niet opportuun geacht. Weliswaar werd door een werknemersvertegenwoordiger opgeworpen dat er de facto misschien wel sommige onderaannemers in de sector opereren met enerzijds een ongebreideld aantal overuren van hun werknemers, anderzijds een toch op het eerste gezicht rare kostenzetting. Daartegenover merken de Werkgeversvertegenwoordigers op dat bepaalde zelfstandige subcontractors in hun sector nu eenmaal een noodzakelijke realiteit is, waarvan soms gebruik gemaakt wordt, doch nooit structureel: veelal omdat het om supergespecialiseerde activiteiten gaat die Belgische werkgevers van deze sector veelal niet in eigen huis hebben (vb. plaatslagers).</p> <p><i>Vraag 4 Wordt de Arbeidsrelatiewet in de sector ingezet in het kader van het bestrijden van grensoverschrijdende fraudemechanismen ? Welke andere instrumenten zouden hier naar het oordeel van het PC kunnen toe bijdragen?</i>  De Arbeidsrelatiewet wordt door de sociale partners niet beschouwd, en dus evenmin gebruikt, als een instrument dat nuttig kan gebruikt worden in de strijd tegen (grensoverschrijdende) sociale fraudemechanismen.  Er werden geen suggesties naar eventueel andere instrumenten geformuleerd.</p>
315.02	<p><i>Vraag 1. Is het wetgevend kader van de Arbeidsrelatiewet afdoende of vereist dit aanpassingen?</i>  "Is er onder de sociale partners van de sector der luchtvaartmaatschappijen discussie mogelijk over de vraag of het huidige wetgevend kader van de Arbeidsrelatiewet voldoende is dan wel nog verdere aanpassingen behoeft, dan zijn ze er het wél duidelijk unaniem over eens dat zowel de werkgevers als de werknemers van de sector duidelijk slachtoffer zijn van (grensoverschrijdende) sociale misbruiken, en dat er in de eerste plaats een juist Belgisch handhavingsbeleid moet komen: de Arbeidsrelatiewet en het regime van de 4 algemene criteria moet eerst en vooral toegepast worden! De afwijzing van het Belgisch Arbeidsrecht (en sociale zekerheidsrecht) als toepasselijke normen op nochtans duidelijk in en vanuit Belgisch grondgebied opererende luchtvaartmaatschappijen, blijft de sociale partners van PSC 315.02 een duidelijke doorn in het oog. Men heeft dit al meermaals gemeld aan de overheid. Zonder die anomalie, ondanks het unaniem advies van PSC 315.02 dd. 12/10/2012 aan toenmalig Minister Monica De Coninck, zijn er vandaag géén grote hefbomen om in te grijpen in de nochtans reële en concurrentieverstorende sociale fraude."</p> <p><i>Vraag 2. Kunnen de specifieke criteria die in de sector werden uitgewerkt als aangepast en efficiënt beoordeeld worden?</i>  "Niet van toepassing in de sector 315.02: dus bijgevolg ook niet te beoordelen."</p> <p><i>Vraag 3 Indien geen specifieke criteria in de sector werden uitgewerkt, wat waren hiervoor dan de redenen?</i>  "Zie omstandig antwoord op vraag 1: Vooraleer men op basis van de huidige Arbeidsrelatiewet sectorspecifieke criteria en/of regimes van weerlegbaar vermoeden laat uitwerken, dient eerst en vooral het handhavingsbeleid, en het principe van de toepasselijkheid van het Belgisch sociaal recht (inclusief die Arbeidsrelatiewet) gerealiseerd te worden. Dat de sociale partners in de toekomst gebruik zullen maken van het huidige wetgevend kader om sectorspecifieke criteria uit te werken, is evenwel geenszins uitgesloten."</p> <p><i>Vraag 4 Wordt de Arbeidsrelatiewet in de sector ingezet in het kader van het bestrijden van grensoverschrijdende fraudemechanismen ? Welke andere instrumenten zouden hier naar het oordeel van het PC kunnen toe bijdragen?</i></p>

	<p>Opnieuw hetzelfde antwoord en bekommernissen van de sociale partners als vermeld in antwoord op vragen 1 en 3: tav fraudemechanismen (zeker wanneer er grensoverschrijdende elementen betrokken zijn) dient eerst en vooral verzekerd te worden dat het de Belgische regels (inclusief onze Arbeidsrelatiewet) door de Belgische autoriteiten ook toepasselijk beschouwd worden.</p> <p>Hoewel de in 2012 - en ook nu nog actuele - duiding door het Europees Hof van Justitie van de internationaal privaatrechtelijke aanknopingsfactor "<i>plaats van gewoontelijke tewerkstelling</i>" en/of "<i>de plaats waar of van waaruit de werknemer het belangrijkste deel van de verplichtingen t.a.v. zijn werkgever vervult</i>" ondubbelzinnig het Belgisch arbeidsrecht toepasselijk maakt, kan men eventueel overwegen wat Frankrijk tav trouwens dezelfde luchtvaartmaatschappijen reeds in 2006 met een nationale wet heeft gedaan: een wetgevende bezegeling van de toepasselijkheid van het Belgisch recht.</p>
317	<p>Het Paritair Comité voor de bewakings- en/of toezichtsdiensten (PC 317) heeft kennis genomen van de vraag van de NAR omtrent de evaluatie van de arbeidsrelatiewet (Titel XIII. Aard van de arbeidsrelaties van de programmawet (I) van 27 december 2006 zoals gewijzigd door de wet van 25 augustus 2012).</p> <p>De sociale partners wensen de aandacht op te vestigen dat deze materie haar bijzondere aandacht geniet. Op initiatief van het paritair comité 317 werd er een principiële akkoord bereikt over een samenwerkingsakkoord dat eerlang wordt gesloten tussen de FOD Tewerkstelling, Arbeid en Sociaal Overleg, de FOD Sociale Zekerheid, de FOD Binnenlandse Zaken, de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, de Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst en de organisaties vertegenwoordigd in het Paritair Comité. Een juridisch kader werd uitgewerkt voor de hoofdelijke aansprakelijkheid voor sociale en belastingschulden.</p> <p>De wet van 25 augustus 2012 (B.S. 11/09/2012) heeft onder meer voor de sector van de bewakings- en/of toezichtsdiensten een weerlegbaar vermoeden van bestaan van een arbeidsovereenkomst of een zelfstandigenovereenkomst ingevoerd.</p> <p>Ondanks inspanningen vanuit de sector om sociale fraude tegen te gaan, blijft vooral schijnzelfstandigheid moeilijk te bestrijden. De inspectiediensten melden dat het zeer moeilijk is om schijnzelfstandigheid aan te tonen op basis van de algemene en specifieke criteria ondanks het weerlegbaar vermoeden voorzien door de wet. De sociale partners vragen dan ook om deze criteria te evalueren in samenwerking met de betrokken inspectiediensten.</p>
318.02	De evaluatie is momenteel niet relevant aangezien er zich momenteel geen probleem van schijnzelfstandigen voordoen in de sector ; de sector zal echter waakzaam blijven
322.01	Geen relevantie voor de sector
324	Na bespreking en beraadslaging zijn de leden van oordeel dat het huidig wetgevend kader als afdoende wordt bestempeld. Zij verwijzen in dit verband naar de bepalingen vervat in de wet van 16 mei 1938 tot regeling van de arbeidsduur in de diamantnijverheid gepubliceerd in het "Belgisch Staatsblad" van 29/05/1938)
326	Na bespreking en beraadslaging zijn: - de leden van de representatieve werkgeversorganisaties de mening toegedaan dat het wetgevend kader van de Arbeidsrelatiewet – (de vier algemene criteria-art. 33 ) als afdoende wordt bestempeld;

	<p>-de werknemersvertegenwoordiging stelt dat de wetgeving te kort schiet aangezien de wetgever geen efficiënt controle mechanisme heeft ingesteld. Aan de hand van een praktijkervaring kunnen de vakorganisaties niet akkoord gaan met het feit dat in een bepaald bedrijf één iemand die niet op de Pay-rol figureert, personeelsleden instructies geeft.</p>
330	<p>Er zijn geen specifieke criteria uitgewerkt voor de sector van het PC 330 op dit moment. De vakorganisaties pleiten voor het uitwerken van specifieke criteria die voor de ganse sector zou gelden maar de werkgeversorganisaties hebben geen mandaat om hierover iets uit te werken. Voor de sector thuisverpleging is er daarentegen wel een consensus tussen werkgevers en werknemers om in de schoot van het PC 330 specifieke criteria uit te werken voor hun deelsector. Het overleg over dergelijke specifieke criteria wordt in de planning van het PC 330 opgenomen vanaf september 2016.</p>
331	<p><i>Voor haar sector heeft het PC 331:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- géén gebruik gemaakt van de mogelijkheid om naast de 4 algemene criteria ook nog aanvullende sectorspecifieke criteria op te stellen (regime 334 en 335);</li> <li>- <u>unaniem geformuleerde maar niet gehonoreerde paritaire adviezen</u> overgemaakt, die telkens gebruik maakten van de wettelijke mogelijkheid van een bijzonder systeem van weerlegbaar vermoeden (cfr de 9 en zelfs tot 11 uitgebreide specifieke criteria) tot vaststelling van de arbeidsrelatie in hun volledige economische sector van de Vlaamse Welzijns- en Gezondheid (regime art 337/1, §1 en 337/2, § 1 en 2);</li> <li>➔ Unaniem advies PC 331 van 10/3/2014 aan minister Monica De Coninck (zie WORD attachment);</li> <li>➔ identiek paritair advies PC 331 van 15/1/2015 aan Minister Kris Peeters (zie PDF-attachment);</li> </ul> <p>De sector van PC 331 valt dus vooralsnog onder het algemeen regime van de 4 wettelijke algemene criteria (art 333 Arbeidsrelatiewet).</p> <p>M.b.t. de 4 zéér concrete vragen van de NAR formuleerden de sociale partners van het PC 331 dan ook de volgende antwoorden :</p> <p><i>Vraag 1. Is het wetgevend kader van de Arbeidsrelatiewet afdoende of vereist dit aanpassingen?</i></p> <p>"De leden van het PC 331 zijn het er unaniem over eens dat het huidige wetgevend kader van de Arbeidsrelatiewet –zoals deze nu bestaat – als voldoende kan worden beschouwd"</p> <p><i>Vraag 2. Kunnen de specifieke criteria die in de sector werden uitgewerkt als aangepast en efficiënt beoordeeld worden?</i></p> <p>"De leden van het PC 331 zijn unaniem ontgoocheld dat de criteria die zij met toepassing van art 337/1 en /2 hebben uitgewerkt, noch in de eerste versie door Minister De Coninck, noch in de 2<sup>de</sup> versie door Minister Peeters, niet gefinaliseerd werden in een Koninklijk Besluit. Maar de criteria die zij aanvullend hebben uitgewerkt om voor hun sector een specifiek weerlegbaar vermoeden van arbeidsrelatie te creëren, worden nog steeds als aangepast en efficiënt beoordeeld."</p> <p><i>Vraag 3 Indien geen specifieke criteria in de sector werden uitgewerkt, wat waren hiervoor dan de redenen?</i></p> <p>Gelet op de eerder recente uitbreiding van het ressort van PC 331 met de subsector van (zelfstandige) kinderopvang, en gelet op de specificiteit van de kinderopvang, wensen de sociale partners dat de NAR in kennis wordt gesteld dat er een nieuw initiatief door PC 331 zal genomen worden om sectorale criteria vast te leggen die schijnzelfstandigheid in de sector (in het bijzonder de kinderopvang) aan banden moet leggen.</p>

*Vraag 4 Wordt de Arbeidsrelatiewet in de sector ingezet in het kader van het bestrijden van grensoverschrijdende fraudemechanismen ? Welke andere instrumenten zouden hier naar het oordeel van het PC kunnen toe bijdragen?*

Met hun 2 voorgaande adviezen gebaseerd op deze Arbeidsrelatiewet hebben de sociale partners van de Vlaamse Welzijns- en Gezondheidssector inderdaad dit instrument willen inzetten tegen fraudemechanismen van schijnzelfstandigheid. Ze betreuren dan ook dat deze adviezen niet in een sectoraal Koninklijk Besluit zijn gefinaliseerd. Andere instrumenten worden door het PC 331 voorlopig niet gesuggereerd.